

VANCOUVER – Des défenseurs des libertés civiles en Colombie-Britannique ont porté plainte contre le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et la Gendarmerie royale du Canada (GRC), affirmant que ces derniers ont espionné des opposants au projet d'oléoduc Northern Gateway.

L'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique allègue que la GRC et le SCRS ont épié les Premières Nations et des groupes environnementaux pour ensuite transmettre les informations obtenues à l'Office national de l'énergie et à des sociétés pétrolières.

Les plaintes ont été déposées auprès des organismes de surveillance qui gardent un oeil sur les activités de la GRC et du SCRS.

Le directeur exécutif de l'Association, Josh Paterson, clame que la surveillance effectuée par les autorités a enfreint les droits des militants, puisqu'aucune de leurs activités n'a menacé la sécurité publique.

«Que cette information ait été obtenue par des sources ou par d'autres moyens comme de l'infiltration, la GRC et le SCRS n'ont absolument aucune raison de colliger de l'information sur des gens qui sont engagés pacifiquement dans des activités démocratiques», a-t-il dit aux journalistes, jeudi.

«C'est une perversion de notre système et c'est une menace à la démocratie, puisque cela peut intimider certaines personnes qui souhaitent s'exprimer et participer au débat public», a-t-il poursuivi.

Les allégations de l'Association proviennent de documents obtenus par le journal en ligne «Vancouver Observer» grâce à la Loi sur l'accès à l'information.

Ces documents comprennent une correspondance par courriel entre des dirigeants de l'Office national de l'énergie et des officiers de la GRC sur des manifestations qui ont eu lieu lors des

audiences sur le projet d'oléoduc Northern Gateway, qui doit transporter du pétrole albertain vers la côte britanno-colombienne.

Dans un des messages échangés, un agent de la GRC indique n'avoir trouvé aucune preuve voulant qu'une menace criminelle pèse sur l'Office ou l'un de ses membres. Il ajoute toutefois que les autorités vont continuer de surveiller les activités du mouvement de protestation contre l'industrie pétrolière.

«C'est le travail de la police d'enquêter sur des activités criminelles potentielles, c'est son travail de nous protéger contre des menaces tant à la vie humaine qu'à la propriété», a souligné M. Paterson.

«Mais lorsque leur enquête arrive au point où ils disent « Regarde, il n'y a rien ici, il n'y a aucune activité criminelle », on croit que c'est là que ça doit s'arrêter», s'est-il indigné.

La GRC a décliné une demande d'entrevue, mais a déclaré par courriel qu'aucun commentaire ne peut être fait puisque la plainte n'a pas encore été officiellement reçue par la Commission des plaintes du public contre la GRC.

Cet article [Des militants environnementaux disent avoir été espionnés par la GRC et le SCRS](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Des militants environnementaux disent avoir été espionnés par la GRC et le SCRS](#)